



RAPPORT
FINANCIER
SEMESTRIEL
AU 30 JUIN 2012



SOMMAIRE

1. Information financière semestrielle 2012
2. Rapport semestriel d'activité
3. Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2012
4. Attestation du responsable de l'information



1. ■ INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE 2012

BILAN CONSOLIDÉ, IFRS (en milliers euros)

ACTIF	NOTE	30/06/2012	31/12/2011
ACTIF COURANT :			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2	10 696	1 733
Autres actifs financiers courants	2	110 726	137 774
Trésorerie, équivalents de trésorerie et autres actifs financiers courants :	2	121 422	139 507
Créances clients		702	624
Stocks		1 175	1 093
Autres actifs courants	3	3 338	2 560
TOTAL ACTIF COURANT		126 637	143 784
ACTIF NON COURANT :			
Immobilisations corporelles	4	25 478	25 507
Immobilisations incorporelles	5	1 547	1 581
Immobilisations financières	6	7 134	6 175
Titres de participation mis en équivalence	6	344	544
Autres actifs non courants	7	20 049	15 993
TOTAL ACTIF NON COURANT		54 552	49 800
TOTAL ACTIF		181 189	193 584

PASSIF ET CAPITAUX PROPRES	NOTE	30/06/2012	31/12/2011
PASSIF COURANT :			
Fournisseurs		9 088	10 840
Passifs financiers	8	953	955
Provisions pour risques		2	3
Autres passifs courants	9	9 245	9 319
TOTAL PASSIF COURANT		19 288	21 117
PASSIF NON COURANT :			
Passifs financiers	8	38 179	27 374
Avantages au personnel	10	3 005	2 794
Autres passifs non courants	9	-	883
TOTAL PASSIF NON COURANT		41 184	31 051
TOTAL PASSIF		60 472	52 168
CAPITAUX PROPRES :			
Capital	11	72 723	72 523
Prime d'émission et réserves		427 003	426 041
Report à nouveau		(356 655)	(313 030)
Résultat de l'exercice		(21 760)	(43 626)
Autres éléments du résultat global		(594)	(492)
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES REVENANT AUX ACTIONNAIRES DE LA SOCIÉTÉ		120 717	141 416
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		181 189	193 584

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ, IFRS (en milliers d'euros, sauf pour les données par action)

	NOTE	30/06/2012	30/06/2011
Revenus des accords de collaboration et de licence	12	1 593	3 744
Financements publics de dépenses de recherche	12	4 481	4 320
PRODUITS OPÉRATIONNELS		6 074	8 064
Dépenses de recherche et développement		(23 814)	(23 431)
Frais généraux		(3 313)	(2 983)
Autres produits et (charges), nets	13	(424)	41
CHARGES OPÉRATIONNELLES NETTES		(27 551)	(26 373)
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL		(21 477)	(18 309)
Produits financiers (charges), nets	14	(83)	639
RÉSULTAT AVANT IMPÔT		(21 560)	(17 670)
Charge d'impôt sur le résultat	15	-	-
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	6	(200)	-
RÉSULTAT NET		(21 760)	(17 670)
Résultat net par action (€) – de base	11	(0,69)	(0,56)
Résultat net par action (€) – dilué	11	(0,69)	(0,56)

ÉTAT CONSOLIDÉ DU RÉSULTAT GLOBAL, IFRS (en milliers d'euros)

	30/06/2012	30/06/2011
RÉSULTAT NET	(21 760)	(17 670)
Gains / (pertes) de change	24	(2)
Ré-évaluation des instruments dérivés de couverture	(126)	77
AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL	(102)	75
RÉSULTAT NET GLOBAL	(21 862)	(17 595)
Dont, part revenant à la société mère :	(21 862)	(17 595)
Dont, intérêts minoritaires :	-	-

TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE, IFRS (en milliers d'euros)

	30/06/2012	30/06/2011
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES :		
RÉSULTAT NET :	(21 760)	(17 670)
ÉLIMINATION DES CHARGES ET PRODUITS SANS INCIDENCE SUR LA TRÉSORERIE :		
Résultat des sociétés mises en équivalence	200	-
Intérêts financiers nets non décaissés	323	121
Provisions	135	143
Amortissements	1 368	1 305
Paiements en actions	436	720
Autres	-	23
TRÉSORERIE NETTE ABSORBÉE PAR LES OPÉRATIONS AVANT VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT ET AUTRES ÉLÉMENTS OPÉRATIONNELS :	(19 298)	(15 358)
VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT :		
Créances courantes et charges constatées d'avance	(416)	1 017
Stocks	(82)	(61)
Autres actifs courants	(3 992)	(3 953)
Fournisseurs	(2 081)	(405)
Produits constatés d'avance	(401)	(1 438)
Avantages au personnel	(316)	(591)
Autres passifs courants	(242)	-
TRÉSORERIE NETTE ABSORBÉE PAR LES OPÉRATIONS :	(26 828)	(20 789)
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT :		
(Acquisitions) / cessions d'immobilisations corporelles	(827)	(1 709)
(Acquisitions) / cessions d'immobilisations incorporelles	(148)	(463)
Autres (acquisitions) / cessions	(170)	(390)
TRÉSORERIE NETTE ABSORBÉE PAR LES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT :	(1 145)	(2 562)
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS DE FINANCEMENT :		
Produit brut de l'émission d'actions	726	255
Frais d'émission d'actions	-	-
Financements publics conditionnés	3 116	13
(Acquisition) / cession d'autres actifs financiers	27 048	29 493
Montant net reçu sur financement du crédit d'impôt recherche	6 500	6 465
Locations financières	(478)	(461)
TRÉSORERIE NETTE PROVENANT DES / (ABSORBÉE PAR LES) ACTIVITÉS DE FINANCEMENT :	36 912	35 765
Ecarts de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	24	(2)
AUGMENTATION / (DIMINUTION) NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE :	8 963	12 412
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	1 733	1 379
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA CLÔTURE :	10 696	13 791
Investissements dans les autres actifs financiers courants	110 726	149 424
TRÉSORERIE, ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE ET AUTRES ACTIFS FINANCIERS COURANTS :	121 422	163 215

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES, IFRS (en milliers d'euros)

	ACTIONS ORDINAIRES		PRIME D'ÉMISSION ET RÉSERVES	REPORT À NOUVEAU	AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL	RÉSULTAT DE LA PÉRIODE	TOTAL REVENANT AUX ACTION- NAIRES DE LA SOCIÉTÉ
	NOMBRE D'ACTIONS	CAPITAL					
AU 30 JUIN 2011	31 695 882	72 523	425 320	(313 029)	(146)	(17 670)	166 998
Paiements en actions	-	-	720	-	-	-	720
Augmentation de capital	-	-	-	-	-	-	-
Résultat de la période	-	-	-	-	-	(25 956)	(25 956)
Profits de juste valeur sur actifs financiers disponibles à la vente	-	-	-	-	1	-	1
Swap de taux	-	-	-	-	(347)	-	(347)
AU 31 DÉCEMBRE 2011	31 695 882	72 523	426 040	(313 029)	(492)	(43 626)	141 416
Paiements en actions			437	-	-	-	437
Augmentation de capital	87 058	200	526	-	-	-	726
Affectation du résultat 2011	-	-	-	(43 626)	-	43 626	-
Résultat de la période	-	-	-	-	-	(21 760)	(21 760)
Profits de juste valeur sur actifs financiers disponibles à la vente	-	-	-	-	24	-	24
Swap de taux	-	-	-	-	(126)	-	(126)
Résultat net global	-	-	-	-	(102)	(21 760)	(21 862)
AU 30 JUIN 2012	31 782 940	72 723	427 003	(356 655)	(594)	(21 760)	120 717

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS (en milliers d'euros, sauf mentions contraires)

PRÉAMBULE

Les comptes consolidés de Transgene (le « Groupe ») au 30 juin 2012 sont établis conformément aux principes et méthodes définis par le référentiel international IFRS (International Financial Reporting Standard) tel qu'adopté par l'Union européenne. Ils ont été arrêtés par le Conseil d'administration du 11 septembre 2012.

L'information financière semestrielle comprend :

- Le bilan et l'état du résultat global total (dont le compte de résultat),
- Le tableau des flux de trésorerie,
- Le tableau de variation de la situation nette, et
- Les notes annexes.

NOTE 1 – PRINCIPES COMPTABLES

1.1 ■ RÉFÉRENTIEL COMPTABLE

Les comptes consolidés semestriels du Groupe au 30 juin 2012 ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 « information financière intermédiaire » – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne. S'agissant de comptes résumés, ils n'incluent pas toute l'information requise par le référentiel IFRS et doivent être lus en relation avec les états financiers consolidés annuels du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2011 qui figurent dans le document de référence déposé le 24 avril 2012.

Les principes comptables retenus pour la préparation des comptes consolidés semestriels sont conformes aux normes et interprétations IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne au 30 juin 2012 et disponibles sur le site http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm#adopted-commission.

NOUVELLES NORMES / AMENDEMENTS APPLICABLES AUX EXERCICES OUVERTS À COMPTER DU 1^{ER} JANVIER 2012 EN EUROPE :

	NORME / INTERPRÉTATION	DATE D'APPLICATION PRÉVUE PAR L'IASB (exercices ouverts à compter du)	DATE D'APPLICATION UE (exercices ouverts à compter du)
1	Amendement IFRS 7 - Transferts d'actifs financiers	1/07/2011	1/07/2011
2	Amendement IAS 12 - Recouvrement des actifs sous-jacents	1/01/2012	Non adoptée

AUTRES NORMES / AMENDEMENTS PUBLIÉS AU 30 JUIN 2012 :

	NORME / INTERPRÉTATION	DATE D'APPLICATION PRÉVUE PAR L'IASB (exercices ouverts à compter du)	DATE D'APPLICATION UE (exercices ouverts à compter du)
1	Amendement IAS 1 - Présentation des états financiers – présentation des éléments du résultat global	1/07/2012	Non adoptée
2	IFRS 9 - Instruments financiers	1/01/2013	Non adoptée
3	IFRS 10 - États financiers consolidés	1/01/2013	Non adoptée
4	IFRS 11 - Partenariats	1/01/2013	Non adoptée
5	IFRS 12 - Information à fournir sur les intérêts dans d'autres entités	1/01/2013	Non adoptée
6	IFRS 13 - Evaluation de la juste valeur	1/01/2013	Non adoptée
7	IAS 28 - Participation dans des entreprises associées	1/01/2013	Non adoptée
8	IAS19 - Avantages au personnel	1/01/2013	Non adoptée

1.2 ■ BASE DE PRÉPARATION DES ÉTATS FINANCIERS

Les comptes consolidés ont été établis selon les principes généraux IFRS : image fidèle, continuité d'exploitation, méthode de la comptabilité d'engagement, permanence de la présentation, importance relative et regroupement. Ils ont été établis selon la convention du coût historique, à l'exception des actifs financiers disponibles à la vente qui ont été évalués à leur juste valeur.

Pour préparer les états financiers conformément aux IFRS, la Direction de Transgene a procédé à des estimations et a fait des hypothèses, notamment concernant les estimations provisoires et les actifs d'impôt différé, qui peuvent avoir une incidence sur les éléments d'actif et de passif et sur les montants présentés au titre des produits et charges de l'exercice. Les résultats réels ultérieurs pourraient différer sensiblement de ces estimations et hypothèses retenues.

Compte tenu de l'activité, la Direction considère que les actifs immobilisés ne sont liés qu'à une seule unité génératrice de revenus. Le Groupe apprécie à chaque date de clôture s'il existe une indication qu'un actif ait perdu de la valeur. En présence d'une telle présomption, ou lorsqu'un test de dépréciation annuel est requis pour un actif, le Groupe fait une estimation de la valeur recouvrable de l'actif. La valeur recouvrable d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie est la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de la vente et sa valeur d'utilité. Elle est déterminée pour chaque actif pris isolément, à moins que l'actif ne génère des flux de trésorerie largement dépendants d'autres actifs ou groupe d'actifs. Si la valeur comptable d'un actif excède sa valeur recouvrable, l'actif est réputé avoir perdu une partie de sa valeur et sa valeur comptable est ramenée à sa valeur recouvrable. Pour déterminer la valeur d'utilité, les flux futurs de trésorerie estimés sont actualisés en appliquant un taux d'actualisation avant impôt reflétant les appréciations actuelles du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'actif.

1.3 ■ PRINCIPES DE CONSOLIDATION

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de Transgene SA, Transgene Inc. et Transgene Biopharmaceuticals Technology (Shanghai) Co. Ltd. (« Transgene Shanghai »), filiales détenues à 100% et dont les sièges sociaux se trouvent respectivement à Rockville, Maryland (Etats-Unis) et Shanghai (Chine). Ces sociétés sont consolidées par intégration globale.

Les participations de Transgene SA dans les sociétés Platine Pharma Services SAS et Transgene Tasly (Tianjin) Biopharmaceuticals Co. Ltd. détenues à 50% chacune sont consolidées par mises en équivalence.

Les soldes et opérations réciproques entre les sociétés du Groupe ont été éliminés, ainsi que les résultats internes compris dans les éléments d'actif.

1.4 ■ CONVERSION DES COMPTES DES FILIALES ÉTRANGÈRES

La devise utilisée par Transgene pour l'établissement des comptes consolidés est l'euro.

Les comptes de Transgene, Inc. sont établis en dollars américains.

Les comptes de Transgene Shanghai sont établis en Yuan.

Les bilans de Transgene, Inc. et Transgene Shanghai ont été convertis en euros en utilisant les taux de change à la clôture de l'exercice et le compte de résultat en utilisant les taux de change du mois de comptabilisation. Les écarts de conversion correspondants sont enregistrés dans les capitaux propres.

1.5 ■ TRANSACTIONS EN DEVISES ÉTRANGÈRES

Les transactions en devises étrangères sont converties en euros en appliquant le cours de change du mois de la transaction.

À la clôture, les liquidités immédiates et les créances et dettes d'exploitation en devises sont converties en euros sur la base du dernier cours de change de l'exercice. Les pertes et gains latents résultant de cette conversion sont comptabilisés en résultat de l'exercice.

Transgene n'a pas utilisé d'instruments de couverture du risque de change en 2011 et 2012.

1.6 ■ ACTIFS COURANTS

1.6.1 ■ Trésorerie et équivalents de trésorerie

Les liquidités de Transgene sont principalement investies dans des fonds communs de placement à faible volatilité, très liquides (valeur liquidative connue quotidiennement) et offrant une grande qualité de signature. Ils sont classés à l'actif en équivalents de trésorerie et évalués à leur juste valeur par le biais du compte de résultat lorsque leur sensibilité et leur volatilité au risque de taux sont inférieures respectivement à 0,5 et 1,0. Dans le cas contraire, ils sont classés en actifs financiers disponibles à la vente et évalués à leur juste valeur par le biais des capitaux propres.

1.6.2 ■ Clients et comptes rattachés

Les créances clients sont évaluées pour leur valeur nominale. Ces créances sont essentiellement à court terme.

1.6.3 ■ Stocks

Les stocks sont évalués au prix de revient déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré ou à leur valeur de marché si celle-ci est inférieure. Ils se composent principalement de produits chimiques et de fournitures de laboratoire.

1.6.4 ■ Autres actifs financiers courants

Il s'agit des placements de trésorerie réalisés auprès de l'Institut Mérieux, actionnaire principal de Transgene, dans le cadre d'une convention de trésorerie Groupe.

1.6.5 ■ Autres actifs courants

Les charges constatées d'avance et les autres actifs courants sont valorisés au coût d'acquisition et dépréciés, le cas échéant, pour refléter leur valeur nette de réalisation.

1.7 ■ ACTIFS NON COURANTS

1.7.1 ■ Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont enregistrées à leur coût d'acquisition, diminué des amortissements cumulés et des pertes de valeur, selon le traitement de référence de la norme IAS 16.

Un amortissement linéaire est enregistré en résultat en fonction de la durée d'utilité du bien par le Groupe, selon les durées suivantes :

	DURÉE
Bâtiments	20 à 50 ans
Agencements et installations générales	10 à 20 ans
Matériel et outillage (matériel et équipements de laboratoire)	5 à 10 ans
Matériels et mobilier de bureau	5 à 10 ans
Matériel informatique	3 à 5 ans
Matériel de transport	4 à 5 ans

Il est tenu compte des composants de l'immobilisation et de sa valeur résiduelle dans le calcul des amortissements lorsque leur valeur est jugée significative.

Les immobilisations corporelles font l'objet de tests de dépréciation dès lors qu'un indice de perte de valeur est identifié.

Conformément à la norme IAS 17, les actifs détenus par contrats de location-financement sont immobilisés et amortis sur la durée d'utilisation du bien. L'amortissement correspondant est compris dans les charges d'amortissement au compte de résultat.

1.7.2 ■ Immobilisations incorporelles

■ Immobilisations incorporelles acquises

Les immobilisations incorporelles sont composées de coûts d'acquisition de licences informatiques et d'éléments de propriété intellectuelle qui sont capitalisés et amortis selon leur durée d'utilité. Les éléments de propriété intellectuelle acquis sont comptabilisés en tant qu'actifs conformément à IAS 38.

■ Immobilisations incorporelles générées en interne

Les dépenses de recherche sont comptabilisées en charges au compte de résultat, dans l'exercice au cours duquel elles sont encourues.

Les dépenses de développement encourues pour la mise au point des produits pharmaceutiques sont capitalisées lorsque les conditions requises par IAS 38 sont remplies. Compte-tenu de la nature de ses produits, le Groupe considère que les six critères édictés par la norme IAS 38 Immobilisations incorporelles ne sont réputés remplis qu'au moment du dépôt d'une demande d'Autorisation de Mise sur le Marché (AMM). Les dépenses de développement capitalisées seront le cas échéant amorties sur leur durée d'utilité.

Les brevets et licences acquis dans le cadre de projets de recherche et développement menés en interne suivent un principe identique. Ils sont comptabilisés en charge lors des phases de recherche et peuvent être capitalisés lors des phases ultérieures, lorsque les conditions requises par IAS 38 sont remplies.

1.7.3 ■ Actifs financiers non courants

Les actifs financiers non courants sont constitués de dépôts et cautionnements concernant des biens en location et de titres de participation. Ils sont comptabilisés au coût de revient et dépréciés, le cas échéant, si leur valeur comptable devient supérieure à leur valeur recouvrable.

1.7.4 ■ Impôts différés

Transgene utilise la méthode bilancielle pour la comptabilisation des impôts différés. Selon cette méthode, les impôts différés sont calculés sur la base des différences temporelles existant entre les valeurs fiscales et les valeurs comptables des actifs et passifs présentés au bilan.

L'évaluation des impôts différés est effectuée en appliquant la méthode du report variable, sur la base des dispositions fiscales et des taux d'impôt en vigueur au moment où ces différences s'inverseront.

Des actifs d'impôt différé sont comptabilisés pour toutes différences temporelles déductibles, reports en avant de pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés, dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable sera disponible sur lequel ces différences pourront être imputées. Leur comptabilisation est limitée au montant des passifs d'impôt différé.

Des passifs d'impôt différé sont comptabilisés pour toutes les différences temporelles imposables.

La valeur comptable des actifs d'impôt différé est revue à chaque date de clôture, et réduite dans la mesure où il n'est plus probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible pour permettre l'utilisation de l'avantage de tout ou partie de ces actifs d'impôt différé. Pour apprécier la probabilité de réalisation d'un bénéfice imposable disponible, il est notamment tenu compte de l'historique des résultats des exercices précédents, des prévisions de résultats futurs, des éléments non récurrents qui ne seraient pas susceptibles de se renouveler à l'avenir et de la stratégie fiscale de l'entité. De ce fait, l'évaluation de la capacité du Groupe à utiliser ses déficits reportables repose sur une part de jugement. Si les résultats fiscaux futurs du Groupe s'avéraient sensiblement différents de ceux anticipés, le Groupe serait alors dans l'obligation de revoir à la hausse ou à la baisse la valeur comptable des actifs d'impôt différé, ce qui pourrait avoir un effet significatif sur le bilan et le résultat du Groupe.

Les impôts relatifs aux éléments reconnus directement en capitaux propres sont comptabilisés en capitaux propres et non dans le compte de résultat.

1.8 ■ PASSIFS NON COURANTS

1.8.1 ■ Frais d'augmentation de capital

Les frais d'augmentation de capital nets d'impôt différé le cas échéant sont imputés directement sur la prime d'émission lors de la réalisation de l'augmentation.

1.8.2 ■ Avances conditionnées

Les avances conditionnées ne sont remboursables qu'en cas de succès des projets de recherche et développement qu'elles financent. Elles sont comptabilisées en dettes à long terme selon la norme IAS 20.

1.8.3 ■ Avantages au personnel

Conformément aux lois et pratiques en vigueur, le Groupe offre certains avantages au personnel qui assurent aux salariés remplissant les conditions requises, le versement d'un capital au moment de leur départ en retraite (régime d'indemnités de fin de carrière). Conformément aux obligations et réglementations publiques applicables, ces régimes dits à prestations définies peuvent être financés par des placements dans différents instruments.

Les droits acquis par le personnel en activité sont estimés selon des évaluations actuarielles tenant compte des probabilités de mortalité et de maintien dans le Groupe, ainsi que de l'évolution prévisible des rémunérations. Les engagements sont évalués selon la méthode des crédits d'unités projetées.

Les profits et pertes actuariels relatifs au régime d'indemnités de fin de carrière sont amortis selon la méthode de l'amortissement minimum : celui-ci est calculé en divisant l'excédent des profits et pertes actuariels au-delà de 10% de la valeur de l'obligation ou de la juste valeur des actifs du plan, si elle est supérieure, par la durée de service résiduelle moyenne des bénéficiaires.

1.8.4 ■ Provisions pour risques et charges

Des provisions sont constituées pour couvrir les risques et charges liés aux opérations du Groupe.

1.9 ■ PRODUITS OPÉRATIONNELS

1.9.1 ■ Revenus des accords de collaboration et de licence

Certains contrats prévoient la réalisation de prestations de recherche ou de fabrication par Transgene, avec obligation de moyens vis-à-vis des clients. Transgene facture ses prestations à un prix défini contractuellement, généralement en fonction du temps passé, et les facturations sont enregistrées en produits opérationnels au fur et à mesure de l'exécution des prestations.

Certains contrats prévoient la réalisation de prestations de fabrication avec obligation de résultat. Dans ces cas, les prestations sont enregistrées en produits opérationnels au compte de résultat après contrôle qualité satisfaisant et acceptation du client.

Les encaissements correspondant à des revenus non encore comptabilisés au résultat selon les principes exposés ci-dessus sont enregistrés en *Produits constatés d'avance* au passif du bilan, jusqu'à ce qu'ils remplissent les critères d'enregistrement en produits opérationnels.

Les produits issus des licences de brevets consistent généralement en des droits d'accès à la technologie payés à la signature de l'accord et non remboursables, en financement par paiements d'étapes et en d'autres paiements comme les royalties sur ventes.

■ *Droit d'option sur licence*

Transgene peut être amené à concéder un droit d'option sur licence. Le revenu associé à la concession est inscrit en *Produits constatés d'avance* au bilan et pris en résultat linéairement jusqu'à la date prévisionnelle d'exercice de l'option par le bénéficiaire. La date prévisionnelle d'exercice de l'option est révisée périodiquement.

■ *Droits d'accès à la technologie payés à signature de l'accord et non remboursables*

Dans le cas où Transgene n'est pas engagé à réaliser des travaux de développement de la technologie postérieurement à la signature, ces droits sont enregistrés en produits opérationnels à la réalisation des engagements contractuels.

Dans le cas où Transgene poursuit certains travaux de développement de la technologie postérieurement à la signature ou si Transgene a une obligation ultérieure de livraison de produit, ces droits sont enregistrés en produits opérationnels de façon étalée sur la période de développement ou de livraison du produit.

■ *Paiements d'étape*

Les paiements d'étape sont comptabilisés en résultat lorsque le fait générateur est avéré et qu'il n'existe plus de conditions suspensives à son règlement par le tiers devant être levées par Transgene. Les faits générateurs sont généralement les résultats scientifiques obtenus par Transgene ou des éléments exogènes tels que les approbations réglementaires, le lancement d'études cliniques ou la sélection de produits propres à un développement pharmaceutique.

■ *Royalties sur ventes*

Les royalties sur ventes sont basées sur les ventes réalisées par les licenciés de produits ou de technologies. Elles sont comptabilisées selon les termes de l'accord de licence lorsque les ventes peuvent être déterminées de façon fiable et que la recouvrabilité des créances nées des redevances à percevoir est raisonnablement assurée.

1.9.2 ■ **Financements publics de dépenses de recherche**

Certaines dépenses de recherche et développement donnent droit en France à un crédit d'impôt recherche reconnu à l'issue de l'exercice pendant lequel les dépenses ont été comptabilisées et le crédit d'impôt demandé. Lorsqu'il n'a pu être utilisé par imputation sur une charge d'impôt, le crédit d'impôt peut faire l'objet d'un remboursement en fonction des dispositions fiscales en vigueur.

Le crédit d'impôt recherche, assimilé à une aide publique selon la norme IAS 20, est comptabilisé au compte de résultat dans la rubrique *Financements publics de dépenses de recherche*.

1.10 ■ **DÉPENSES DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT**

Les dépenses de recherche sont comptabilisées en charges au compte de résultat dans l'exercice au cours duquel elles sont encourues. Les frais de développement ne sont capitalisés que lorsque les conditions requises par IAS 38 sont remplies (voir Note 1.7.2).

1.11 ■ **RÉSULTAT NET PAR ACTION**

Le résultat net par action est calculé en utilisant la moyenne pondérée du nombre d'actions en circulation.

1.12 ■ **CONTRIBUTION À LA VALEUR AJOUTÉE DES ENTREPRISES**

La CVAE est comptabilisée, le cas échéant, en charges opérationnelles sous la rubrique *Frais Généraux*.

NOTE 2 – TRÉSORERIE, ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE ET AUTRES ACTIFS FINANCIERS COURANTS

EN MILLIERS D'EUROS	30/06/2012	31/12/2011
Disponibilités	6 964	482
Valeurs mobilières de placement	3 732	1 251
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	10 696	1 733
AUTRES ACTIFS FINANCIERS COURANTS	110 726	137 774
TOTAL	121 422	139 507
Impact de l'application de la juste valeur comptabilisé en produits financiers dans le résultat :	-	0,1

Les autres actifs financiers courants correspondent aux placements réalisés auprès du pool de trésorerie mis en place par le groupe Institut Mérieux.

NOTE 3 – AUTRES ACTIFS COURANTS

EN MILLIERS D'EUROS	30/06/2012	31/12/2011
État – T.V.A. récupérable et créances d'impôt	1 398	828
Avoirs à recevoir	28	115
Personnel et organismes sociaux	47	49
Subventions à recevoir	694	916
Charges constatées d'avance, part à court terme	1 137	652
Débiteurs divers	34	-
TOTAL	3 338	2 560

NOTE 4 – IMMOBILISATIONS CORPORELLES

EN MILLIERS D'EUROS	31/12/2011	ACQUISITIONS	CESSIONS	30/06/2012
COÛTS D'ACQUISITIONS				
Constructions en crédit-bail	19 653	-	-	19 653
Terrain, constructions et agencements	6 647	79	(2)	6 724
Équipements de laboratoire	14 507	567	(80)	14 994
Matériels de transport, de bureau et équipements informatiques	2 167	95	(26)	2 236
Immobilisations en cours	206	414	-	620
TOTAL	43 180	1 155	(108)	44 227
	31/12/2011	DOTATIONS	REPRISES	30/06/2012
AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS				
Constructions en crédit-bail	(5 453)	(551)	-	(6 004)
Terrain, constructions et agencements	(2 307)	(147)	-	(2 454)
Équipements de laboratoire	(8 783)	(378)	88	(9 073)
Matériels de transport, de bureau et équipements informatiques	(1 130)	(115)	27	(1 218)
TOTAL	(17 673)	(1 191)	115	(18 749)
TOTAL NET	25 507	(36)	7	25 478

Les dotations aux amortissements des immobilisations corporelles comprises dans le résultat de Transgene sont réparties ainsi :

EN MILLIERS D'EUROS	30/06/2012	30/06/2011
Dépenses de recherche et développement	1 164	1 030
Frais généraux	27	27
TOTAL DES DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 191	1 057

NOTE 5 – IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

EN MILLIERS D'EUROS	31/12/2011	ACQUISITIONS	CESSIONS	30/06/2012
COÛTS D'ACQUISITIONS				
Immobilisations incorporelles	3 802	367	(372)	3 797
TOTAL	3 802	367	(372)	3 797
	31/12/2011	DOTATIONS	REPRISES	30/06/2012
AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS				
Immobilisations incorporelles	(2 221)	(185)	156	(2 250)
TOTAL	(2 221)	(185)	156	(2 250)
TOTAL NET	1 581	182	(216)	1 547

Les dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles comprises dans le résultat de Transgene sont réparties ainsi :

EN MILLIERS D'EUROS	30/06/2012	30/06/2011
Dépenses de recherche et développement	170	239
Frais généraux	15	17
TOTAL DES DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	185	256

NOTE 6 – ACTIFS FINANCIERS

6.1 ■ IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

EN MILLIERS D'EUROS	31/12/2011	ACQUISITIONS	CESSIONS	30/06/2012
COÛTS D'ACQUISITIONS				
Dépôts et cautionnements	1 068	978	(19)	2 027
Titres de participation	5 136	-	-	5 136
TOTAL BRUT	6 204	978	(19)	7 163
Provision pour dépréciation	(29)	-	-	(29)
TOTAL	(29)	-	-	(29)
TOTAL NET	6 175	978	(19)	7 134

L'augmentation de 978 milliers d'euros des immobilisations financières au premier semestre 2012 correspond pour l'essentiel à la retenue de garantie au titre de la mobilisation sur le premier semestre 2012 du crédit d'impôt recherche de 2011 pour 789 milliers d'euros et à une avance en compte courant consentie à Platine Pharma Services SAS pour 170 milliers d'euros.

6.2 ■ TITRES DE PARTICIPATIONS MIS EN ÉQUIVALENCE

EN MILLIERS D'EUROS	31/12/2011	ACQUISITIONS	CESSIONS	30/06/2012
Transgene Tasly (Tianjin) Biopharmaceuticals Co. Ltd	113	-	(27)	86
Platine Pharma Services SAS	431	-	(173)	258
TOTAL	544	-	(200)	344

Le tableau ci-dessous détaille les montants bruts (coûts d'acquisition), les provisions pour dépréciation ainsi que les quotes-parts de résultat pour les sociétés ci-dessus mises en équivalence :

EN MILLIERS D'EUROS	31/12/2011	ACQUISITIONS	CESSIONS	30/06/2012
COÛTS D'ACQUISITION				
Transgene Tasly (Tianjin) Biopharmaceuticals Co. Ltd	113	-	-	113
Platine Pharma Services SAS	655	-	-	655
TOTAL COÛTS D'ACQUISITION	768	-	-	768

EN MILLIERS D'EUROS	31/12/2011	AUGMENTATION	DIMINUTION	30/06/2012
PROVISIONS ET QUOTES-PARTS DE RÉSULTAT				
Quote-part de résultat Transgene Tasly (Tianjin) Biopharmaceuticals Co. Ltd	-	-	(27)	(27)
Quote-part de résultat Platine Pharma Services SAS	(224)	-	(173)	(397)
TOTAL DES PROVISIONS ET QUOTES-PARTS DE RÉSULTAT REVENANT À TRANSGENE	(224)	-	(200)	(424)

EN MILLIERS D'EUROS	31/12/2011	AUGMENTATION	DIMINUTION	30/06/2012
VALEUR NETTE DES TITRES DE PARTICIPATION MIS EN ÉQUIVALENCE	544	-	(200)	344

NOTE 7 – AUTRES ACTIFS NON COURANTS

EN MILLIERS D'EUROS	30/06/2012	31/12/2011
Crédit d'impôt recherche, part non courante	19 443	15 641
Charges constatées d'avance, part non courante	606	352
AUTRES ACTIFS NON COURANTS	20 049	15 993

NOTE 8 – PASSIFS FINANCIERS

Le tableau suivant distingue les passifs financiers selon leur maturité :

EN MILLIERS D'EUROS	30/06/2012	31/12/2011
Passifs financiers, part courante	953	955
Passifs financiers, part non courante	38 179	27 374
PASSIFS FINANCIERS	39 132	28 329

Au 30 juin 2012, les principaux passifs financiers concernent la location financière immobilière (siège et principaux laboratoires de recherche et développement), le financement bancaire du crédit d'impôt recherche 2010 et 2011 (voir Note 12.2) et les avances conditionnées reçues dans le cadre de programme subventionné par des financements publics de dépenses de recherche.

8.1 ■ PASSIFS FINANCIERS, PART COURANTE

EN MILLIERS D'EUROS	30/06/2012	31/12/2011
Location financière immobilière	943	925
Location financière mobilière	10	30
PASSIFS FINANCIERS – PART COURANTE	953	955

8.2 ■ PASSIFS FINANCIERS, PART NON COURANTE

EN MILLIERS D'EUROS	30/06/2012	31/12/2011
Location financière immobilière	11 591	12 067
SWAP de taux - juste valeur (voir Note 21)	616	490
Avances conditionnées	10 207	6 946
Financement du crédit d'impôt recherche de 2010	7 871	7 871
Financement du crédit d'impôt recherche de 2011	7 894	-
PASSIFS FINANCIERS – PART NON COURANTE	38 179	27 374

■ Location financière immobilière

Transgene a regroupé en décembre 2008 l'ensemble de ses équipes sur le site d'Illkirch, dans la banlieue de Strasbourg. Le projet a consisté à transférer la totalité des activités auparavant situées au centre-ville de Strasbourg dans un bâtiment neuf d'environ 6 900 m² de laboratoires et de bureaux, afin de satisfaire les besoins d'espace et d'améliorer les conditions de travail. Le coût de la construction et du terrain s'élève à 15,6 millions d'euros. Cet investissement est financé par un crédit-bail d'une durée de 15 ans, conclu avec un pool bancaire en octobre 2007, avec valeur résiduelle de 1,1 million d'euros. La première échéance de loyer a eu lieu le 1er janvier 2009.

	30/06/2012		31/12/2011	
	PAIEMENTS MINIMAUX	VALEUR ACTUALISÉE DES PAIEMENTS	PAIEMENTS MINIMAUX	VALEUR ACTUALISÉE DES PAIEMENTS
Moins d'un an	1 133	1 061	1 201	1 159
Plus d'un an mais moins de 5 ans	4 435	3 727	4 704	4 164
Paiements minimaux totaux au titre de la location	13 813	10 227	14 960	11 861
Moins les charges financières	1 279	1 028	1 968	1 664
Capital restant dû :	12 534	9 199	12 992	10 196
- dont courant	942	882	925	892
- dont non-courant	11 592	8 317	12 067	9 304

■ Location financière mobilière

Transgene a acquis en octobre 2008 un équipement d'une valeur de 161,5 milliers d'euros financé en crédit-bail sur une durée de 4 ans. Le solde du capital à rembourser au 30 juin 2012 est de 10 milliers d'euros, contre 50 milliers au 30 juin 2011.

NOTE 9 – AUTRES PASSIFS

9.1 ■ AUTRES PASSIFS, PART COURANTE

EN MILLIERS D'EUROS	30/06/2012	31/12/2011
Dettes fiscales et sociales et autres dettes à court terme	4 323	4 640
Produits constatés d'avance :	4 449	3 966
dont,		
droit d'option Novartis	1 766	1 766
subventions	1 903	1 832
autres	780	368
Autres passifs à court terme	473	713
TOTAL	9 245	9 319

9.2 ■ AUTRES PASSIFS, PART NON COURANTE

EN MILLIERS D'EUROS	30/06/2012	31/12/2011
Produits constatés d'avance (droit d'option Novartis)	-	883
TOTAL	-	883

Au 30 juin 2012, la date prévisionnelle d'exercice de l'option sur TG4010 par Novartis est estimée à juin 2013.

NOTE 10 – AVANTAGES AU PERSONNEL

Conformément aux dispositions de la loi française, Transgene participe au financement des retraites du personnel en France par le versement de cotisations, calculées sur la base des salaires, aux organismes qui gèrent les programmes de retraite. Transgene participe par ailleurs au financement des retraites de certains salariés en France en versant des cotisations, également basées sur les salaires, à des organismes privés de retraites complémentaires. Il n'y a pas d'autre engagement lié à ces contributions.

La loi française exige également le versement en une seule fois d'une indemnité de départ en retraite, déterminée en fonction de l'ancienneté et du niveau de rémunération au moment du départ. Les bénéficiaires de l'indemnité sont transférés uniquement aux salariés présents chez Transgene au moment du départ en retraite. Les hypothèses retenues pour le calcul de ces engagements de retraite sont les suivantes :

	30/06/2012	30/06/2011 ⁽¹⁾	31/12/2011
Taux d'actualisation	4,75%	4,5 %	4,75%
Taux d'augmentation des salaires	2,50%	3,0 %	2,50%
Conditions de départ à la retraite :			
• cadres : départ volontaire à 62 ans			
• non-cadres : départ volontaire à 62 ans			

(1) Pour les premiers semestres 2012 et 2011, la charge correspond à 50% de la charge prévisionnelle calculée lors de la clôture des exercices 2011 et 2010, respectivement.

Transgene, Inc. a été créée en 1996 et n'emploie qu'un salarié ayant peu d'ancienneté. Les engagements d'indemnités de retraite ne sont pas significatifs. Transgene Shanghai a été créée début 2012.

Le volume d'heures de formation cumulé correspondant aux droits acquis au titre du DIF (Droit Individuel à la Formation) s'élève à 24 208 heures au 30 juin 2012 (sur la base des heures validées au 1er juillet 2012). 287 heures de formation ont été prises durant le premier semestre 2012. La provision correspondante au 30 juin 2012 s'élève à 91 milliers d'euros.

NOTE 11 – CAPITAUX PROPRES

11.1 ■ CAPITAL

Au 30 juin 2012, le nombre d'actions en circulation de Transgene s'élève à 31 782 940 représentant un capital social de 72 722 602 euros.

Les actionnaires disposent d'un droit préférentiel de souscription lors de chaque augmentation de capital, au prorata de leur participation. Les actionnaires peuvent renoncer à ce droit sous certaines conditions au cours d'une assemblée générale extraordinaire. En l'absence de renonciation préalable, les droits préférentiels sont négociables pendant la période de souscription.

Au premier semestre 2012, les augmentations de capital suivantes, toutes liées à l'exercice d'options de souscription d'actions, ont eu lieu :

- émission de 1 007 actions nouvelles au prix d'exercice de 6,54 euros par action,
- émission de 86 051 actions nouvelles au prix d'exercice de 8,35 euros par action.

11.2 ■ RÉSULTAT NET PAR ACTION

Une réconciliation entre les résultats par action avant et après dilution est présentée ci-dessous. Le nombre de titres est calculé sur une base *prorata temporis*.

EN MILLIERS D'EUROS SAUF DONNÉES PAR ACTION	30/06/2012	30/06/2011
RÉSULTAT DE BASE PAR ACTION		
Résultat net disponible part du Groupe (en milliers d'euros)	(21 760)	(17 596)
Nombre moyen d'actions en circulation	31 729 404	31 692 682
RÉSULTAT DE BASE PAR ACTION (EN EUROS)	(0,69)	(0,56)
RÉSULTAT DILUÉ PAR ACTION (EN EUROS)	(0,69)	(0,56)

Aux premiers semestres 2012 et 2011, les instruments donnant droit au capital de façon différée (options de souscription d'action et actions gratuites) sont considérés comme anti dilutifs puisqu'ils induisent une augmentation du résultat net par action des activités poursuivies. Ainsi, le résultat dilué par action des premiers semestres 2012 et 2011 est identique au résultat de base par action.

11.3 ■ PLANS D'OPTIONS DE SOUSCRIPTION D' ACTIONS

■ *Tableau synthétique des plans de souscription d'actions :*

	NOMBRE D' ACTIONS
OPTIONS EN CIRCULATION AU 31 DÉCEMBRE 2011	1 321 759
<i>Options exerçables à la clôture</i>	779 753
Options attribuées en 2012	-
Options exercées en 2012	87 058
Options annulées ou venues à expiration en 2012	36 725
OPTIONS EN CIRCULATION AU 30 JUIN 2012	1 197 976
<i>Options exerçables à la clôture</i>	655 970

■ *Charge calculée sur paiements en actions :*

Le coût des services rendus est comptabilisé en charge sur la période d'acquisition des droits. La charge s'est élevée à 287 milliers d'euros au premier semestre 2012 et à 468 milliers d'euros au premier semestre 2011.

11.4 ■ PLANS D'ATTRIBUTION D' ACTIONS GRATUITES

■ *Tableau synthétique des plans d'actions gratuites :*

	NOMBRE D' ACTIONS
ACTIONS GRATUITES ATTRIBUÉES AU 31 DÉCEMBRE 2011	172 350
<i>Actions gratuites acquises par les bénéficiaires des attributions</i>	-
Actions gratuites attribuées en 2012	-
Actions gratuites annulées en 2012	-
ACTIONS GRATUITES EN CIRCULATION AU 30 JUIN 2012	172 350
<i>Actions gratuites acquises par les bénéficiaires des attributions</i>	-

■ *Charge calculée sur paiements en actions :*

Le coût des services rendus est comptabilisé en charge sur la période d'acquisition des droits. La charge s'est élevée à 149 milliers d'euros au premier semestre 2012 et à 252 milliers d'euros au premier semestre 2011.

NOTE 12 – PRODUITS OPÉRATIONNELS

12.1 ■ REVENUS DES ACCORDS DE COLLABORATION ET DE LICENCE

EN MILLIERS D'EUROS	30/06/2012	30/06/2011
Revenus de production et de collaboration de recherche et développement	404	2 328
Revenus de licences	1 189	1 416
TOTAL	1 593	3 744

12.2 ■ FINANCEMENTS PUBLICS DE DÉPENSES DE RECHERCHE

EN MILLIERS D'EUROS	30/06/2012	30/06/2011
Subventions de recherche et développement	679	347
Crédit d'impôt recherche	3 802	3 973
TOTAL	4 481	4 320

Le crédit d'impôt recherche calculé au titre du premier semestre 2012 s'est élevé à 3 678 milliers d'euros.

Au 30 juin 2012, la Société dispose d'une créance sur l'Etat de 19 443 milliers d'euros, au titre des crédits d'impôt recherche de 2010, 2011 et du premier semestre 2012. Cette créance peut être utilisée en règlement de l'impôt sur les sociétés. En cas de non-utilisation, son remboursement en numéraire peut être demandé selon l'échéancier suivant, conformément aux règles fiscales en vigueur (en milliers d'euros) :

ANNÉES DE REMBOURSEMENT PRÉVUES	30/06/2012	31/12/2011
2014	7 871	7 871
2015	7 894	7 770
2016	3 678	-
TOTAL	19 443	15 641

Au cours du premier semestre 2012, Transgene a mobilisé sa créance de crédit d'impôt recherche au titre de 2011 pour un montant de 7 894 milliers d'euros. Le montant net reçu, compte-tenu du coût du financement (522 milliers d'euros, ce comprenant le coût de la dette sur la période de financement et la commission de financement) et d'une retenue de garantie de 10% de la créance (789 milliers d'euros), s'est élevé à 6 583 milliers d'euros (remboursement de TVA à recevoir compris). La créance sur l'Etat, l'emprunt bancaire correspondant au financement et la retenue de garantie seront soldés lors du remboursement par l'Etat, prévu en 2015.

NOTE 13 – AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPÉRATIONNELS

EN MILLIERS D'EUROS	30/06/2012	30/06/2011
Subventions d'investissement	8	8
Produits de cession d'immobilisations	-	263
Autres produits	158	36
TOTAL DES PRODUITS	166	307
Valeur nette comptable des cessions d'immobilisations	-	(266)
Autres charges	(590)	-
TOTAL DES CHARGES	(590)	(266)
TOTAL	(424)	41

NOTE 14 – PRODUITS FINANCIERS (CHARGES), NETS

EN MILLIERS D'EUROS	30/06/2012	30/06/2011
Revenus des placements financiers	453	918
Coût de l'endettement	(293)	(195)
GAINS DES PLACEMENTS NETS D'EMPRUNTS	160	723
Produits et charges financiers divers	(219)	(134)
Gains et pertes de change	(24)	50
TOTAL	(243)	(84)
PRODUITS FINANCIERS (CHARGES), NETS	(83)	639

NOTE 15 – IMPÔTS SUR LES SOCIÉTÉS**15.1 ■ IMPÔT COURANT**

Le Groupe étant déficitaire, la charge d'impôt courant du Groupe est nulle. Les filiales américaine et chinoise n'ont reconnu aucun produit ou charge d'impôt courant en 2012 et 2011.

15.2 ■ IMPÔT DIFFÉRÉ

Les actifs nets d'impôt différé sont nuls au 30 juin 2012, en raison de la non-reconnaissance des impôts différés actifs liée à l'incertitude de résultats taxables dans les trois prochaines années.

NOTE 16 – PERSONNEL

16.1 ■ EFFECTIFS

Les effectifs inscrits du Groupe s'élevaient respectivement à 306 salariés au 30 juin 2012 et 299 salariés au 31 décembre 2011, avec la répartition suivante au 30 juin 2012 :

EFFECTIFS INSCRITS	HOMMES	FEMMES	TOTAL
Cadres	69	111	180
Etam	29	97	126
TOTAL	98	208	306

16.2 ■ DÉPENSES DE PERSONNEL

Les charges de personnel comprises dans le résultat de Transgene (masse salariale, taxes, charges des retraites, frais annexes) sont réparties ainsi :

EN MILLIERS D'EUROS	30/06/2012	30/06/2011
Dépenses de recherche et développement	9 576	9 406
Frais généraux	1 235	1 234
TOTAL DES CHARGES DE PERSONNEL	10 811	10 640

La charge relative aux paiements en actions s'est élevée à 436 milliers d'euros au cours du premier semestre 2012, avec la répartition suivante :

EN MILLIERS D'EUROS	30/06/2012	30/06/2011
Dépenses de recherche et développement	327	530
Frais généraux	109	190
TOTAL DES CHARGES DE PERSONNEL	436	720

NOTE 17 – ENTREPRISES LIÉES

EN MILLIERS D'EUROS	30/06/2012	
	CRÉANCES	DETTES
bioMérieux S.A. ⁽¹⁾	-	20
Institut Mérieux ⁽²⁾	12	-
Advance Bioscience Laboratories, Inc. ⁽³⁾	-	54
TOTAL	12	74

EN MILLIERS D'EUROS	30/06/2012	
	PRODUITS	CHARGES
bioMérieux S.A. ⁽¹⁾	-	55
bioMérieux China	-	22
Institut Mérieux ⁽²⁾	-	1 204
bioMérieux, Inc. ⁽⁴⁾	-	1
Advance Bioscience Laboratories, Inc. ⁽³⁾	-	96
Platine Pharma Services SAS	-	453
TOTAL	-	1 831

(1) Les produits correspondent à des opérations de recherche, les charges à des achats de matériels et de consommables de laboratoire.

(2) Les charges correspondent au contrat de prestations de service rendues par l'Institut Mérieux.

(3) Les charges correspondent à des refacturations de charges, et notamment de loyer, par ABL, Inc..

(4) Les charges correspondent au contrat de prestations de services, de refacturation de personnel et de loyer conclu entre Transgene, Inc. et bioMérieux, Inc.

NOTE 18 – ENGAGEMENTS HORS-BILAN

Le Groupe n'a donné aucun engagement (cautions, nantisements, etc.). Le Groupe s'est engagé à l'égard d'un certain nombre de tiers à verser des paiements d'étapes ou redevances dans le cadre d'accords de collaboration ou de licences, qui dépendent d'événements futurs dont la réalisation reste incertaine à ce jour.

Dans le cadre d'accords de licence ou d'option sur licence signés avec à des tiers, notamment Novartis, ceux-ci se sont engagés à verser au Groupe des paiements d'étapes ou redevances qui dépendent d'événements futurs dont la réalisation reste incertaine à ce jour.

Par ailleurs, dans le cadre du financement immobilier détaillé en Note 8, Transgene bénéficie d'une caution donnée par la Banque Populaire au profit d'Alsabail pour un montant de 1,6 million d'euros.

NOTE 19 – INFORMATION SECTORIELLE

Le Groupe conduit ses activités exclusivement en recherche et développement pharmaceutiques de vaccins thérapeutiques et de produits d'immunothérapie, dont aucun n'est actuellement commercialisé. Ses principaux partenaires, avec lesquels il génère des revenus d'exploitation, sont le groupe suisse Novartis et la société américaine Jennerex, Inc. Ses activités sont localisées pour la quasi-totalité en France. Le Groupe a donc décidé de ne retenir qu'un secteur pour l'établissement et la présentation de ses comptes.

NOTE 20 – VENTILATION DES ACTIFS ET PASSIFS PAR ÉCHÉANCE

■ 30 juin 2012

ACTIFS (EN MILLIERS D'EUROS)	MONTANT BRUT	À UN AN AU PLUS	À PLUS D'UN AN
Immobilisations financières	7 134	-	7 134
Clients	702	702	-
Crédit d'impôt recherche	19 443	-	19 443
État, TVA et autres collectivités	1 398	1 398	-
Personnel et comptes rattachés	47	47	-
Charges constatées d'avance	1 743	1 137	606
Subvention à recevoir	694	694	-
Autres créances	34	34	-
TOTAL	31 195	4 012	27 183

PASSIFS (EN MILLIERS D'EUROS)	MONTANT BRUT	À UN AN AU PLUS	À PLUS D'UN AN ET 5 ANS AU PLUS	À PLUS DE 5 ANS
Avances conditionnées	10 207	-	-	10 207
Fournisseurs	9 088	9 088	-	-
Location financière immobilière	12 534	963	3 816	7 755
Location financière mobilière	10	10	-	-
Provision pour risques et charges	2	-	-	2
Engagements de retraites	2 913	33	442	2 438
Dettes sociales et fiscales	4 323	4 323	-	-
Produits constatés d'avances	4 449	4 449	-	-
TOTAL	43 526	18 866	4 258	20 402

NOTE 21 – OPÉRATIONS DE COUVERTURE

Le Groupe n'est pas engagé dans des opérations de couverture de change.

Le Groupe a procédé, au premier semestre 2009, à la couverture partielle du risque de taux lié au financement en crédit-bail de son bâtiment administratif et de recherche d'Illkirch (Cf. Note 8), selon les modalités suivantes :

- Nominal : 5,9 millions d'euros (amortissable)
- Instrument de couverture : contrat d'échange d'intérêts
- Durée résiduelle : 13 ans et 9 mois
- Taux sous-jacent : Euribor 3 mois
- Taux fixe : 3,46%

La couverture étant parfaite, les variations de valeur de marché de l'instrument sont comptabilisées en situation nette. Au 30 juin 2012, la valeur de marché de l'instrument se monte à moins 616 milliers d'euros.

NOTE 22 – EVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

Néant.

2. ■ RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ

2.1 ■ FAITS MARQUANTS DU PREMIER SEMESTRE 2012

En janvier 2012, Transgene a annoncé la création d'une filiale à 100% en Chine afin de porter les collaborations académiques locales de la Société. Elle a également annoncé la signature du consortium Immunocan, premier projet de recherche translationnelle collaborative financé en partie par l'Union Européenne réunissant des partenaires académiques européens et chinois ainsi qu'un acteur industriel.

La Société a par ailleurs annoncé (i) l'entrée en développement de TG1050, un vaccin thérapeutique dans le traitement de l'hépatite B, (ii) des données cliniques positives supplémentaires obtenues avec TG4040, un vaccin thérapeutique dans le traitement de l'hépatite C, et (iii) des données de preuve de concept obtenues avec TG4001 en monothérapie dans le traitement des lésions précancéreuses du col de l'utérus causées par l'infection par le virus HPV. Ces dernières données, si elles ne permettent pas d'envisager le démarrage d'un essai de Phase III dans cette indication, vont permettre à Transgene d'explorer avec ce produit des indications de cancers induits par l'infection par le virus HPV, comme les cancers « tête et cou » ou le cancer du col de l'utérus.

2.2 ■ RÉSULTATS FINANCIERS

■ Produits opérationnels :

Le tableau suivant présente les produits opérationnels du premier semestre 2012, en comparaison avec ceux du premier semestre 2011 :

EN MILLIONS D'EUROS	SIX PREMIERS MOIS	
	2012	2011
Revenus des accords de collaboration et de licence	1,6	3,8
Financements publics de dépenses de recherche	4,5	4,3
PRODUITS OPÉRATIONNELS	6,1	8,1

Durant les périodes sous revue, les produits des collaborations et accords de licence ont essentiellement compris les éléments suivants :

- Des prestations de production et de recherche et développement pour des tiers (dont Jennerex, pour le produit JX594/TG6006), qui se sont élevées à 0,4 million d'euros au premier semestre 2012, contre 2,4 millions d'euros sur la même période en 2011,
- Des revenus de type « paiement à la signature » ou « paiement d'étape » sur des produits en développement (par exemple, option donnée à Novartis pour le produit TG4010), qui se sont élevés à 1,0 million d'euros au premier semestre 2012, contre 1,2 million d'euros sur la même période en 2011, et
- Des revenus liés à l'exploitation commerciale de technologies ou produits donnés en licence par Transgene, qui se sont élevés à 0,2 million d'euros au premier semestre 2012, identique à la même période en 2011.

Le montant reçu de Novartis au titre de l'accord d'option signé entre Transgene et cette société en mars 2010 et portant sur le produit TG4010, soit 7,4 millions d'euros, est comptabilisé en produits opérationnels de façon étalée sur la période d'option. L'impact de cette option sur les revenus de Transgene s'est élevé à 0,9 million d'euros sur le premier semestre 2012, et à 5,6 millions d'euros depuis la signature de l'accord. Le solde, soit 1,8 million d'euros, sera reconnu en revenus linéairement jusqu'en juin 2013.

Au premier semestre 2012, les financements publics de dépenses de recherche correspondent aux subventions reçues et à recevoir ainsi qu'au crédit d'impôt recherche.

Les subventions de recherche se sont élevées à 0,6 million d'euros au premier semestre 2012, contre 0,4 million d'euros sur la même période en 2011. Sur le premier semestre 2012, les subventions étaient essentiellement liées au programme ADNA, pour lequel Transgene a reçu d'Oséo 3,6 millions d'euros de subventions et avances remboursables au cours du premier semestre 2012.

Le crédit d'impôt recherche s'est élevé à 3,8 millions d'euros au premier semestre 2012, contre 3,9 millions d'euros sur la même période en 2011. Le crédit d'impôt recherche du premier semestre 2012 a été calculé comme la moitié du crédit d'impôt recherche attendu pour l'année 2012, tel que recalculé au 30 juin 2012.

■ *Charges opérationnelles :*

Les dépenses de recherche et développement (« R&D ») se sont élevées à 23,8 millions d'euros au premier semestre 2012, contre 23,4 millions d'euros sur la même période en 2011.

Les principaux postes de dépenses de R&D ont été :

- Les dépenses de personnel (salaires, charges sociales et dépenses associées ainsi que paiements en actions), qui se sont élevées à 9,9 millions d'euros au premier semestre 2012, inchangé par rapport à la même période en 2011,
- Les dépenses de fonctionnement, dont le coût de fonctionnement des laboratoires de recherche et de l'unité de production ainsi que les coûts de la propriété intellectuelle, qui se sont élevées à 6,1 millions d'euros au premier semestre 2012, inchangé par rapport à la même période en 2011,
- Les dépenses externes pour les essais cliniques, qui se sont élevées 5,6 millions d'euros au premier semestre 2012 contre 4,3 millions d'euros sur la même période en 2011, et
- Les autres dépenses externes, dont les dépenses sur projets de recherche et sur projets précliniques ainsi que les dépenses sur projets industriels, qui se sont élevées à 2,2 millions d'euros au premier semestre 2012 contre 3,1 millions d'euros sur la même période en 2011.

Les frais généraux se sont élevés à 3,3 millions d'euros au premier semestre 2012, contre 3,0 millions d'euros sur la même période en 2011. Les principaux postes de frais généraux ont été les dépenses de personnel (1,3 million d'euros au premier semestre 2012 contre 1,4 million d'euros sur la même période en 2011) et les dépenses externes, et notamment les honoraires ainsi que les frais de gestion (1,3 million d'euros au premier semestre 2012, contre 1,0 million d'euros sur la même période en 2011).

■ *Autres produits et charges divers, nets :*

Les autres charges, nettes, se sont élevées à 0,4 million d'euros au premier semestre 2012, contre des autres produits, nets de 0,1 million d'euros sur la même période en 2011.

■ *Résultat financier :*

La charge financière nette s'est élevée à 0,1 million d'euros au premier semestre 2012, contre un produit net de 0,6 million d'euros sur la même période en 2011. Les produits financiers (produits de placement) se sont élevés à 0,4 million d'euros au premier semestre 2012, contre 0,9 million d'euros sur la même période en 2011. Les principales charges financières ont concerné la location financière immobilière ayant permis la construction du siège social et des principaux laboratoires de la Société. Les intérêts sur cette location financière se sont élevés à 0,1 million d'euros au premier semestre 2012, inchangé par rapport à la même période en 2011.

■ *Perte nette :*

La perte nette s'est élevée à 21,8 millions d'euros au premier semestre 2012 contre 17,7 millions d'euros sur la même période en 2011. La perte nette par action ressort à 0,69 euro au premier semestre 2012, contre 0,56 euro sur la même période en 2011.

■ Investissements :

Les investissements corporels et incorporels (nets de cessions) se sont élevés à 1,2 millions d'euros au premier semestre 2012, contre 2,2 millions d'euros sur la même période en 2011.

■ Emprunts et avances remboursables :

Sur les six premiers mois de l'année 2012, Transgene a perçu une avance remboursable de 3,1 millions d'euros au titre du programme ADNA, qui bénéficie d'un financement public d'OSEO.

Au cours du premier semestre 2012, la Société a mobilisé sa créance de crédit d'impôt recherche 2011, d'un montant de 7,9 millions d'euros. Elle a pour cela utilisé un financement bancaire avec une maturité à mi-2015, date de remboursement prévisionnel de la créance par l'Etat français.

■ Liquidité et ressources en capital :

La trésorerie est investie dans des fonds communs de placement monétaires à très court terme ou placée à des conditions de marché dans un pool de trésorerie organisé par l'actionnaire majoritaire de Transgene, l'Institut Mérieux. Au 30 juin 2012, Transgene disposait de 121,4 millions d'euros de trésorerie, contre 139,5 millions d'euros au 31 décembre 2011.

■ Consommation de trésorerie :

La consommation de trésorerie de Transgene s'est élevée à 18,1 millions d'euros au premier semestre de 2012, contre 17,1 millions d'euros sur la même période en 2011.

Transgene prévoit une consommation de trésorerie de l'ordre de 50 millions d'euros pour l'année 2012.

2.3 ■ PRINCIPALES TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

Ces informations sont disponibles dans la Note 17 des comptes semestriels 2012 publiés dans le présent rapport.

2.4 ■ PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES

Il n'y a pas eu d'évolution significative sur la nature et le niveau des facteurs de risque tels que décrits dans le Document de Référence déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 24 avril 2012.

2.5 ■ EVÈNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

Néant.

3. ■ RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE 2012

COMMISSARIAT CONTROLE AUDIT
112 rue Garibaldi
69006 Lyon

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Lyon

ERNST & YOUNG et Autres
1/2, place des Saisons
92400 Courbevoie – Paris La Défense 1
S.A.S. à capital variable

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

Transgene
Période du 1er janvier 2012 au 30 juin 2012

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Transgene, relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2012, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité de conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Lyon, le 11 septembre 2012

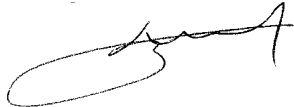
Les Commissaires aux Comptes

COMMISSARIAT CONTROLE AUDIT
Hubert de Rocquigny du Fayel

ERNST & YOUNG et Autres
Marc-André Audisio

4. ■ ATTESTATION DU RESPONSABLE DE L'INFORMATION

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.



Philippe Archinard
Président-Directeur Général